

Je souhaite tout d'abord vous dire à quel point il a été inspirant et réconfortant de faire partie de ce groupe, que ce soit pendant les périodes où tout allait bien ou pendant les périodes difficiles. Je suis très reconnaissante au Secrétaire général ainsi qu'au Ministre des Affaires étrangères de Bolivie de leur leadership, et à vous tous de votre amitié et de votre soutien.

Dès le début, il a semblé évident à chacun d'entre nous qu'Haïti constituerait un cas type pour l'Organisation des États américains (OEA). En effet, après l'Engagement de Santiago, Haïti était le premier pays où on arrivait à renverser un gouvernement qui avait été élu par voie démocratique. Cette situation était d'autant plus tragique que nous avons tous répondu à l'appel lancé par les Haïtiens de les aider à organiser des élections libres et équitables, les premières vraies élections à se tenir en Haïti depuis l'accession de ce pays à l'indépendance.

Comme dans le cas du Guatemala, le moins que nous pouvions faire en tant qu'organisme collectif était de soutenir les forces démocratiques en Haïti et, en montrant aux Haïtiens que leur situation nous tient à coeur, les aider à reconquérir leur liberté. Quelque lent et frustrant que soit ce processus, nous nous devons de renouveler notre engagement et de poursuivre dans la même direction avec patience et détermination, jusqu'à ce que notre but soit atteint, jusqu'à ce que le président Aristide soit de retour dans son pays.

Je souhaite en outre exprimer mon admiration et ma reconnaissance pour le courage et la patience dont a fait preuve l'envoyé spécial, M. Dante Caputo, dans l'exercice de son mandat. Je souhaite tout comme lui l'adoption d'une solution qui englobe tous les Haïtiens de bonne foi et jette les bases de la réconciliation nationale. Je tiens à lui réaffirmer à quel point le Canada le soutient dans sa détermination et son dévouement. Je partage son optimisme : le président Aristide sera le premier président déposé à être rétabli dans ses fonctions. Mais à la condition que nous usions tous de notre influence politique pour qu'il en soit ainsi.

Il est à déplorer que les problèmes qui nous ont poussés à intervenir en faveur des Haïtiens subsistent aujourd'hui encore. Ce pays continue de souffrir sous le joug draconien et arbitraire de quelques milliers de soldats et de leurs partisans. On persiste à réprimer le peuple de manière impitoyable et à s'appropriier les richesses publiques. De toute évidence, les interlocuteurs du régime de facto n'ont nullement l'intention d'abandonner. Il faut les y contraindre.

Au moment où nous nous préparons à entamer une nouvelle étape de la lutte pour la démocratie en Haïti, étape qui, j'en suis convaincue, se révélera déterminante, nous devons réitérer notre confiance en M. Caputo, notre représentant auprès du Secrétaire